

Exécution budgétaire saoudienne de l'année 2019

Résumé : L'exécution du budget saoudien pour l'année 2019 fait apparaître des revenus en baisse de -5% sous l'effet de la diminution des recettes du secteur pétrolier qui ont représenté 64% du total des revenus. Les recettes non pétrolières, constituées pour les deux tiers d'impôts et taxes, ont par contre augmenté de 6% malgré un contexte de faible croissance économique. Les dépenses de l'Etat ont été ajustées en conséquence, en baisse de 4% par rapport au budget. Les dépenses de fonctionnement, 84% du total, ont augmenté de 3% sous l'effet de la hausse des postes salaires de la fonction publique et des avantages sociaux qui ont représenté en cumulé 56% du total des dépenses. Les dépenses d'investissement ont fortement diminué (-31%). Le déficit budgétaire 2019 a atteint 35 Mds USD en ligne avec la prévision.

1. Les recettes sont en baisse de 5% par rapport au budget 2019 sous l'effet de la diminution des revenus du secteur pétrolier

En 2019, les recettes ont atteint de 247 Mds USD, en baisse de -5% par rapport au budget de 260 Mds USD.

Cette diminution est due à **la baisse de -10% des recettes du secteur pétrolier** qui se sont élevées à 158 Mds USD contre 176 Mds USD de prévu au budget. Les **recettes pétrolières ont représenté 64% du total des revenus**. En 2019, le prix moyen du baril vendu par la compagnie Saudi Aramco a été de 64 dollars contre plus de 71 dollars en 2018. La production de pétrole brut a été de 9,9 millions de barils/jour (Mb/j) contre 10,1 Mb/j en 2018. Ces deux paramètres expliquent la diminution des recettes du secteur pour l'Etat.

Les **recettes non pétrolières** se sont élevées à 89 Mds USD, en **hausse de 6% par rapport au budget** (84 Mds USD). Elles sont composées pour les deux-tiers d'impôts et taxes (58 Mds USD), soit 23% du total des recettes.

Par rapport à l'exécution budgétaire de l'année 2018, les recettes de 2019 ont augmenté de 2%, avec une baisse de -3% des recettes pétrolières et une augmentation de 13% des revenus non pétroliers.

La prévision d'augmentation de recettes du budget 2019 était particulièrement ambitieuse par rapport à la collecte des recettes réalisée en 2018. Le budget tablait sur une hausse de 7,7% du total des recettes répartie entre +8,3% pour les recettes pétrolières et +6,5% pour les revenus non pétroliers.

2. Les dépenses réelles en baisse de 4% par rapport à l'exécution budgétaire estimée pour 2019

En 2019, les dépenses se sont élevées à 282 Mds USD, en baisse de -4% par rapport au budget 2019 qui prévoyait un montant total de dépenses de 295 Mds USD. Cette légère sous-exécution du budget correspond à une **contraction de 2% des dépenses par rapport au réalisé en 2018**. Dans un contexte de baisse des recettes pétrolières et de faible croissance économique (+0,3% en 2019), le gouvernement a ainsi fait preuve de rigueur dans la gestion de la dépense.

Les dépenses de fonctionnement ont représenté 84% du total des dépenses à 237,6 Mds USD, en augmentation de 3% par rapport au budget, mais stables si on les compare aux dépenses de fonctionnement de 2018 (237,2 Mds USD).

Les postes de dépenses ayant enregistré une augmentation par rapport au budget ont été : les **salaires de la fonction publique** (48% du total des dépenses, en hausse de 11%) et les **avantages sociaux** (8% du total des dépenses, en hausse de 13%). En contrepartie, les postes de fonctionnement en baisse ont été : les achats de biens et services par les administrations (15% des dépenses, en baisse de -8%) et les subventions (2% des dépenses, en baisse de -27%).

En lien avec un recours accru à l'endettement, les charges financières (5,6 Mds USD) ont augmenté de 41% par rapport à 2018, mais restent faibles dans le total des dépenses de l'Etat (2%).

Les **dépenses d'investissement programmées à 66 Mds USD** se sont élevées à 45 Mds USD en exécution budgétaire de 2019, soit une **baisse de 31% par rapport au budget**. Ce poste de dépenses s'est inscrit **en baisse de -10% par rapport au réalisé de 2018**. Ce qui peut apparaître comme une contre-performance s'explique en fait par le transfert important, intervenu en 2019, du financement de projets d'infrastructures du budget de l'Etat vers le fonds souverain *Public Investment Fund* (PIF) et le *National Development Fund*. Le développement des projets sous forme de partenariats public-privé dans les secteurs de l'eau et de l'électricité réduit le rôle de l'Etat dans le financement de ces secteurs. Ainsi pour 2020, le budget prévoit une stabilisation du montant des dépenses d'investissement à 46 Mds USD.

Par secteur, la **défense** a été, en 2019, **le premier poste de dépenses avec 55 Mds USD**, soit 20% du total des dépenses. **Second poste, l'éducation a représenté 19%** des dépenses de 2019 (54 Mds USD), suivi par la santé et les services sociaux (51 Mds USD, 18% des dépenses) et la sécurité et l'administration régionale (30 Mds USD, 11% du total). Les variations les plus significatives par rapport aux dépenses de 2018 ont concerné le secteur de la défense, en baisse de -14%, et celui de la santé et des services sociaux, en progression de 8%.

3. Le déficit s'est élevé à 35,3 Mds USD en ligne avec les prévisions budgétaires

L'année 2019 s'est soldée par un déficit budgétaire de 35,3 Mds USD très proche du déficit programmé de 34,9 Mds USD, soit 4,2% du PIB. Ce déficit est inférieur de 24% à celui de 2018 (46 Mds USD, représentant 5,9% du PIB).

Le déficit 2019 a été financé à hauteur de 91% par l'endettement (32 Mds USD, dont les deux tiers au dernier trimestre 2019) et par une ponction sur les réserves de l'Etat pour 3 Mds USD. En montant, la dette publique a augmenté de 149 Mds USD à 181 Mds USD sur un an, représentant 24,1% du PIB fin 2019.

Pour 2020, le budget adopté en décembre dernier prévoyait un déficit de 50 Mds USD à 6,4% du PIB, en forte progression par rapport au déficit budgétaire de 2019. Le financement envisagé de ce déficit était le suivant : un recours à la dette à hauteur de 40% (20 Mds USD) et par une mobilisation des réserves de l'Etat à hauteur de 30 Mds USD. Mi-mars, le ministre des Finances M. Al Jadaan a annoncé que le déficit budgétaire pourrait attendre 9% du PIB en 2020, soit environ 70 Mds USD.

Commentaires :

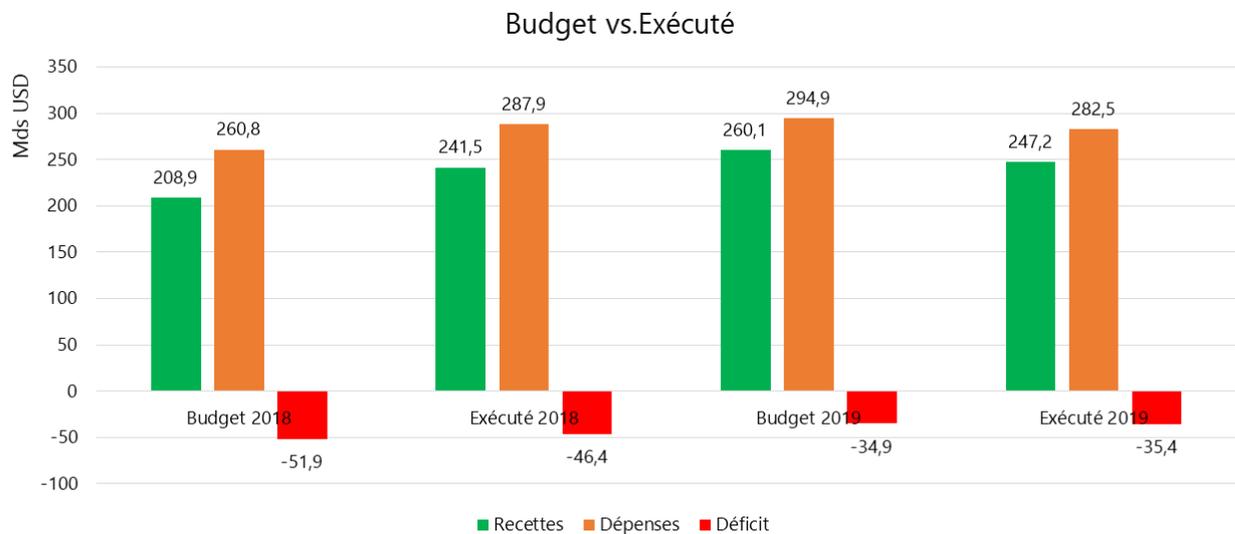
Le budget 2019 de l'Arabie saoudite a été exécuté dans le respect des principes de gestion rigoureuse fixés par le ministère des Finances. Dans un contexte de baisse des recettes issues de l'activité pétrolière, les dépenses ont été restreintes par rapport aux prévisions pour respecter le niveau de déficit prévu.

Le recours à la dette a été privilégié pour financer le déficit 2019, en cohérence avec l'objectif à moyen terme de la trajectoire de dette publique, dont le plafond rapporté au PIB avait été fixé 30 %.

Dans le contexte économique dégradé de 2020, le ministre des Finances saoudien a annoncé le 20 mars dernier que le relèvement de ce plafond à 50% avait été approuvé par le Roi Salman.

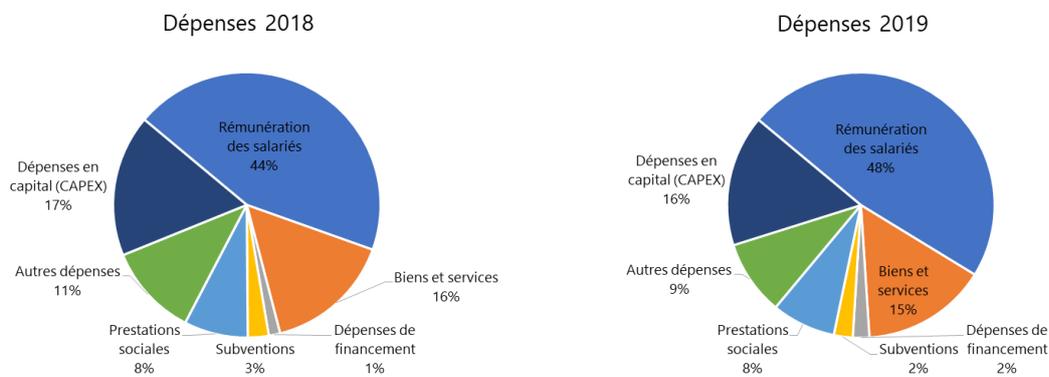
Annexe

Evolution des budgets et exécution budgétaire en 2018 et 2019



Source : ministère des Finances saoudien

Evolution de la répartition des dépenses entre 2018 et 2019



Source : ministère des Finances saoudien